



PROGRAMME DE CONSOMMATION DURABLE ET SUBSTITUTION PARTIELLE AU BOIS-ENERGIE EN RDC

Rapport annuel

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Titre du projet :	Programme de consommation durable et substitution partielle au bois énergie.
Numéro de référence MPTF du projet :²	00113647/ 00113546
Organisation de mise en œuvre :	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) – United Nations Capital Development Fund (UNCDF)
Rapport soumis par : Nom : Titre : Organisation : Adresse email :	Damien Mama Représentant Résident PNUD-UNCDF damien.mama@undp.org
Contact en cas de besoin de clarification : Nom : Titre : Organisation : Adresse email :	Kouadio N’Goran Coordonnateur du Programme Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) kouadio.ngoran@undp.org

Veuillez indiquer si ce rapport a été approuvé par le comité de pilotage du projet :

Oui

Non

Si oui, quand : Click or tap to enter a date.

Si non, date anticipée d’examen en comité de pilotage du projet : 13/02/2024

Abréviations et acronymes

ACE	Agence Congolaise de l'Environnement
ACFCA	Association Congolaise des Foyers et Combustibles Améliorés
ANSER	Agence Nationale de l'Electrification et des Services Energétiques en milieux rural et périurbain
BCDC	Banque Commerciale du Congo
CAFI	Central African Forest Initiative
CIRAD	Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
COPIL	Comité du pilotage
FMJC	Femmes des Médias pour la Justice au Congo
FONAREDD	Fonds National REDD
GES	Gaz à effet de serre
GPL	Gaz de Pétrole Liquéfié
GTCRR	Groupe de Travail Climat REDD – Rénové
LDCIP	Least Development Investment Platform
LOA	Letter of Agreement
MCH	Microcentrale Hydroélectrique
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MPTF	Multi-Partner Trust Fund Office
MRHE	Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité
PNE	Politique Nationale de l'Energie
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTAB	Plan de Travail Annuel Budgétisé
REDD+	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts
SCP	Stratégie de Cuisson Propre
SG	Secrétariat Général
SISBE	Système d'Information sur le Bois-Energie
UNCDF	United Nations Capital Development Fund

Table des matières

1. Données clés du projet.....	4
2. Résumé des progrès réalisés par le projet	5
3. Défis de mise en œuvre.....	5
3.1 Défis liés au contexte du pays	5
3.2 Défis inhérents au projet	6
3.3 Commentaires	6
4. Evaluation de la performance du projet	7
4.1 Evaluation de la performance du projet sur base des indicateurs du cadre logique	7
4.2 Etat d'avancement de mise en œuvre des activités du projet pour la période de rapportage	11
5. Résultats du Projet.....	17
5.1 Contributions aux impacts du cadre de résultats de CAFI	17
5.2 Contributions du projet à l'atteinte des indicateurs du cadre de résultats de CAFI.....	18
5.3 Contributions du projet à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention	19
6. Communication et promotion	19
6.1 Illustration spécifique	19
6.2 Stratégie et plan de communication	21
7. Exécution financière	23
7.1 Décaissements.....	23
7.2 Contrats	28
7.3 Gestion financière, approvisionnement et ressources humaines	28
7.4 Mobilisation de ressources	29
7.5 Audits.....	29
7.6 Révisions budgétaires.....	29
8. Suivi évaluation et apprentissage du projet	29
8.1 Etat d'avancement du plan de suivi du projet	30
8.2 Evaluations	30
8.3 Intégration des leçons apprises	31
8.4 Révisions programmatiques (le cas échéant).....	31
9. Thèmes transversaux	31
9.1 Genre, peuples autochtones et autres groupes vulnérables	31
9.2 Respect des standards environnementaux et sociaux	32
10. Gestion des risques.....	35
10.1 Matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée	35
10.2 Évaluation de la transparence et de l'intégrité	36
11. Récapitulatif des livrables.....	37
12. Annexes	38

1. Données clés du projet

Titre du projet	Programme de consommation durable et substitution partielle au bois énergie
Numéro de référence MPTF du projet	00113647/ 00113546
Hyperlien du document de projet ¹	
Zone(s) d'intervention(s) du projet	Kinshasa, Bukavu, Goma, Lubumbashi, Kisangani
Institutions ou ministères de tutelle	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité
Organisations partenaires participantes de niveau 1 ²	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) – United Nations Capital Development Fund (UNCDF)
Budget total du projet (USD)	15 000 000
Durée totale du projet (mois)	48
Date d'approbation du projet par le Conseil d'administration de CAFI ou le Comité de pilotage du FONAREDD	08/11/2018
Date de réception des premiers fonds du MPTF	01/12/2018
Date d'approbation du 1 ^{er} Plan de Travail Budgétisé Annuel par le comité de pilotage du projet	Click or tap to enter a date.
Date de clôture initiale	31/12/2022
Date de clôture révisée le cas échéant	30/06/2024
Dépenses du 01/01 au 31/12 de l'année de rapportage	2 469 415,28
Dépenses globales cumulatives (USD) au 31/12 de l'année de rapportage	10 600 508,65
Taux de consommation sur l'ensemble des tranches reçues	99,65% ³
Date et lien de l'évaluation à mi-parcours le cas échéant	28/07/2023 Evaluation à mi-parcours

¹ L'ensemble des documents de projet se trouve sur le Drive CAFI https://drive.google.com/drive/folders/1RhAT_HcSjycgw40xr7YZM57jV4zQFadQ. Sélectionner Country documents / Le pays ou regional / programming / active portfolio / numéro et nom du projet

² Il s'agit des organisations qui ont reçu un financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du projet.

³ Ce pourcentage n'inclue pas la 2^{ème} tranche reçue partielle reçue en fin d'année par les agences.

2. Résumé des progrès réalisés par le projet

Progrès au cours de 2023	Résultats obtenus de manière cumulative depuis le début du projet
Impact : La déforestation stabilisée et les émissions de gaz à effet de serre liés à la production consommation énergétique de cuisson, y compris le bois sont réduites.	
Indicateurs d'impact 1 : Taux (en %) de réduction des pertes de forêt due à la production de bois-énergie (%)	
0.13% (contribution du programme seulement).	1012 hectares de forêt sauvées au cours de la période allant de janvier 2021 à décembre 2023.
Indicateurs d'impact 2 : Volume des émissions de GES liées à la production et la consommation énergétique de cuisson.	
67 829 tCO ₂ éq.	110 452 tonnes de CO ₂ ont été évitées par l'usage de foyers améliorés et réchauds à GPL au cours de la période d'évaluation soit de janvier 2021 à décembre 2023
Indicateurs d'impact 3 : Taux de réduction des dépenses des ménages liées à l'énergie de cuisson dans les zones cibles :	
	Kin, Bukavu et Goma : 8% pour les usagers des foyers améliorés et 15% pour ceux des réchauds à GPL ⁴
Effet 1 : Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l'importance des combustibles propres et foyers améliorés	
Indicateur effet 1 : Existence d'un mécanisme de coordination sur les énergies	
80% : Le groupe de travail sur les énergies de cuisson propre est mis en place. Les TdRs du groupe de travail sur la cuisson propre ont été validés par les parties prenantes.	L'arrêté en cours de finalisation. L'atelier sa validation sera le 15 août après intégration des commentaires de toutes les parties prenantes par le consultant juridique.
Indicateur effet 2 : Pourcentage de personnes supplémentaires ayant une compréhension des bénéfices de la cuisson propre (groupé par type d'énergie/ foyer, catégorie d'utilisateurs et Genre) dans les zones cibles.	
Briquettes 47%, GPL 66,5%, Foyers améliorés 82%, 84% des répondants sont des femmes.	Briquettes 47%, GPL 66,5%, Foyers améliorés 82%, 84% des répondants sont des femmes.
Effet 2 : Un marché local, économiquement viable, de production et de commercialisation d'énergie propre de cuisson (foyers améliorés et GPL) est développé	
Indicateur effet 1 : Nombre de nouveaux ménages utilisant les foyers améliorés comme source de cuisson dans les zones cibles	
Kin: 18 205 Lub : 3 964 Bukavu : 1 664 Goma : 4 244 Estimation issue des entreprises partenaires du fonds de défis.	Kin: 49 558 Lub : 10 250 Bukavu : 3 395 Goma : 41 001 Estimation issue des entreprises partenaires du fonds de défis
Indicateur effet 2 : Nombre de ménages utilisant le GPL comme source de cuisson principale ou secondaire dans les zones cibles	
Bukavu : 612 Goma : 1 400 (Pas de partenaires GPL à Kinshasa et Lubumbashi appuyé directement par le programme)	Bukavu : 3 216 Goma : 7 197
Indicateur effet 3 : Proportion de la population de la RDC utilisant les sources d'énergie propre pour la cuisson, dans les zones cibles	
Kinshasa : 1,8% Lubumbashi : 4% Bukavu : 3% Goma : 22,5% ⁵	Kin : 38,6% Lubumbashi : 18,6% Bukavu : 13,7% Goma : 55,5%
Indicateur effet 4 : Nombre d'emplois directs et indirects créés	
12 emplois directs, dont 6 femmes.	1 055 emplois directs, dont 331 femmes et 429 jeunes.

3. Défis de mise en œuvre

3.1 Défis liés au contexte du pays

Au cours de l'année la RD Congo a été marquée par plusieurs défis et difficultés sur le plans politique, sécuritaire, humanitaire et environnemental. La persistance des conflits armés à l'est du pays, les marches

⁴ [Rapport d'évaluation des indicateurs d'impacts du fonds de défis et d'incubation pour la cuisson propre.](#)

⁵ Ce calcul est basé sur les 10% des ménages de chaque ville d'intervention avec un ratio de 6 personnes par ménage. Kinshasa avec ces 15 millions de populations aura 49558 FA vendus divisés par 15M/10%/6=1,8%. Sur la même base Lubumbashi avec 10250 FA vendus et une population de 2,812 millions on a 4%, Bukavu (1,249 M) est 3% et Goma (2,1 M) est 22,5% de la population de plus utilisent les FA.

de protestation contre la présence des casques bleus de la MONUSCO ainsi que la tenue des élections générales. L'insécurité a occasionné des déplacements massifs des populations aux alentours des grandes villes telle que Goma à l'Est ; les marches anti MONUSCO ont sensiblement ralenties les activités économiques ; le cycle électoral a impacté d'une manière les institutions publiques avec les absences des décideurs étant plus préoccupés par les activités préélectorales. Face à tous ces défis, le programme a fonctionné au ralenti allant des reports en reports pour certaines activités, annulant certains rendez-vous avec certaines structures officielles appuyant le programme. Les activités de nos partenaires de mise en œuvre particulièrement ceux de la zone Est ont eu du mal à réaliser à 100% leurs activités à cause des journées villes mortes.

3.2 Défis inhérents au projet

Le programme a connu des difficultés de mise en œuvre en 2023, en raison du retard de l'évaluation à mi-parcours du programme ayant retardé le transfert de la 2e tranche. En effet, l'évaluation indépendante débutée en décembre 2022 a pris fin en juillet 2023, alors que le programme était à court de ressources déjà en janvier 2023 pour les activités d'appui au secteur privé. Le transfert du solde de la 2e tranche n'a été fait qu'en novembre 2023 avec une erreur dans la répartition des fonds entre UNDP et UNCDF, qui reste à corriger par MPTF.

Par ailleurs, 2023 a été marqué par les élections générales. Elle a été la principale attraction de l'administration publique rendant plusieurs acteurs du programmes indisponibles lors de nos activités. Il était également parfois difficile de mobiliser les autorités pour les activités de haut-niveau.

3.3 Commentaires

Le retard du transfert des fonds a fortement impacté négativement la mise en œuvre du plan de travail du programme. Le processus de recrutement du cabinet pour l'évaluation environnementale sociale et stratégique n'a pas pu se finaliser et les engagements pris avec le secteur privé dans le cadre du fonds de défi n'ont pas pu être restés. Les activités de rédactions des textes juridiques n'ont malheureusement pu être réalisées comme planifiées. On observe donc un très grand retard sur le plan de travail des activités restantes du programme. Les dispositions sont prises pour accélérer la finalisation des activités restantes d'ici décembre 2024.

4. Evaluation de la performance du projet

4.1 Evaluation de la performance du projet sur base des indicateurs du cadre logique

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁶	Cible visée pour la période de rapportage	Valeur atteinte pour la période de rapportage	Valeur 2021	Valeur 2022	Valeur actuelle (en cumulatif)	Cible finale dans le produit ⁷	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d'approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ⁸
Produit 1.1 : Les programmes CAFE sont informés par des analyses approfondies de la production et de la consommation en énergie de cuisson, y compris le bois-énergie	1.1.1 Nombre d'études bois-énergie et GPL réalisées permettant d'orienter l'action technique et politique (plaidoyer, politique, incubateur)	0	4	4	5	6	10	1			Il s'agit des études de base et finale toutes combinées dont 9 bois-énergies dans les 5 villes d'intervention et 1 étude GPL dans la ville province de Kinshasa.
	1.1.2 Existence d'un Cadre fonctionnel de suivi du secteur bois-énergie/consommation énergie de cuisson	0	1	1	0	0	1	1			Le changement d'approche pour réactiver le comité consultatif de la CNE pour avoir une meilleure coordination de du secteur bois-énergie en harmonie avec les autres sous-secteurs de l'énergie
Produit 1.2 : Le potentiel REDD+ lié au secteur de la micro-hydro (MCH) est étudié et évalué	1.2.1 Nombre d'études de faisabilité réalisées sur le potentiel des MCH	0	0	0	3	3	3	4			Seulement 3 études ont été réalisées. La 4e a été annulée en COPIL, car se trouvant dans un RFO classée patrimoine mondial.
	1.2.2 Nombre de sites de MCH construits	0	1	0	0	0	0	1	0	CT55 Résolution Energie	le CT dans sa résolution 55 a recommandé que la construction de la centrale de Yamé soit transférée à ANSER, qui a déjà mobiliser 4.5 millions du budget national pour la réalisation de la centrale. De facto, la cible de cet indicateur devient « 0 »
	1.2.3 Nombre de ménages ruraux supplémentaires disposant d'électricité issue des MCH	0	4000	0	0	0	0	4000	0	CT55 Résolution Energie	Idem

⁶ Préciser l'unité.

⁷ Indiquer la cible telle que renseignée dans le document de projet.

⁸ Les commentaires doivent inclure les raisons pour les progrès significatifs, les retards ou changements le cas échéant.

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁶	Cible visée pour la période de rapportage	Valeur atteinte pour la période de rapportage	Valeur 2021	Valeur 2022	Valeur actuelle (en cumulatif)	Cible finale dans le produit ⁷	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d'approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ⁸
Produit 1.3 : Le leadership politique et les institutions techniques sont renforcés pour engager la RDC sur le chemin de sa transition énergétique vers la cuisson propre et créer un environnement favorable au marché tout en protégeant les consommateurs	1.3.1. Nombre d'acteurs, publics et privés, formés sur la problématique des énergies propres de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagrégés par genre	0	40	28	14	28	70	80			
	1.3.2. Nombre de voyages d'échanges et d'études réalisées sur les énergies propres de cuisson, désagrégées par type (bois-énergie, GPL, etc.)	0	1	1	0	3	4	4			
	1.3.3. Nombre de groupe inclusif de travail « Énergie de cuisson » fonctionnel	1	1	1	1	0	1	1			Il était prévu 2 groupes de travail (FA+GPL). Ces groupes ont été fusionnés sous le Comité consultatif de la CNE. Un arrêté est en cours de finalisation.
	1.3.4. Nombre de projets d'investissement en appui au GPL développé	0	1	0	0	0	0	1			
Produit 1.4 : Le cadre légal, politique et réglementaire national portant sur le secteur de l'énergie volet bois énergie, volet GPL et autre source de combustible de substitutions, est opérationnel	1.4.1. Existence d'une Politique du sous-secteur bois-énergie (et cuisson propre) validée par les parties prenantes et assortie d'instruments de mise en œuvre	0	1	1	0	1	1	1			Une évaluation environnementale, sociale et stratégique a été recommandée par l'atelier de validation. Cette évaluation n'a pas pu se réaliser pour déficit de fonds du programme. Elle sera lancée en début d'année 2024.
	1.4.2. Nombre de personnes (secteur public, secteur privé, société civile) impliquées dans les concertations pour l'élaboration et la mise en	0	50	63	50	3000	3063	50			

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁶	Cible visée pour la période de rapportage	Valeur atteinte pour la période de rapportage	Valeur 2021	Valeur 2022	Valeur actuelle (en cumulatif)	Cible finale dans le prodoc ⁷	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d'approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ⁸
	œuvre des réformes du secteur des énergies de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagrégé par genre										
	1.4.3 Nombre de textes légaux et réglementaires, procédures administratives (i) rédigés (ii) présentés à consultation publique (iii) promulgués sur la gestion du sous-secteur GPL	0	1	0	0	0	0	1			
Produit 1.5 : Une stratégie de communication multi acteurs et multisectorielle est conçue, de manière participative pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe, et est déployée	1.5.1 Existence d'une stratégie de marketing, pour les énergies de cuisson propres, basée sur le changement des comportements	0	0	0	1	0	1	1			
	1.5.2 Nombre de personnes sensibilisées sur les énergies de cuisson propres (y compris bois-énergie et GPL) par type d'acteur et par genre (consommateurs, producteurs, acteurs publics, etc.)	0	6 000 000	5 400 000	0	1 000 000	6 400 000	7 000 000			
Produit 2.1 : Les opportunités et les besoins dans le secteur de la cuisson propre ont été identifiés et les acteurs sélectionnés en utilisant un processus de sélection	2.1.1. Existence d'un mécanisme d'incubation des entreprises du secteur des FA, validé	0	0	0	1	0	1	1			
	2.1.2. Nombre d'entreprises de cuisson propre (producteurs et distributeurs) sélectionnées et évaluées par type (bois-énergie/GPL)	40	0	0	40	76	126	40			

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁶	Cible visée pour la période de rapportage	Valeur atteinte pour la période de rapportage	Valeur 2021	Valeur 2022	Valeur actuelle (en cumulatif)	Cible finale dans le produit ⁷	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d'approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ⁸
compétitif basé sur l'aptitude au marché	2.1.3. Nombre d'accords de partenariat signé avec les entreprises de cuisson propre	0	2	0	12	4	16	11			
Produit 2.2 : La viabilité du business et le marché durable des partenaires sélectionnés sont améliorés grâce aux services d'assistance technique (AT)	2.2.1 Nombre de personnes bénéficiant de l'assistance technique directe et collective fournie (par type)	0	15	6	184	51	241	130			
	2.2.2. Taux d'augmentation des ventes de partenaires du projet	0	10%	49%	0	44%	46,5%	10%			
	2.2.3 Nombre de foyers améliorés disséminés	0	7700	42 502	29859	31743	178 425	10200			Ces ventes sont nettes attribuables au programme
Produit 2.3 : Des mécanismes de financement pour la cuisson propre sont établis afin de répondre aux besoins de financement durables des entreprises partenaires	2.3.1. Volume des financements engagés / décaissés / décaissés, par type (don, prêts, etc.) et cible (entreprise, ménages, etc.) et Genre	0	1	4	9	3	16	18			
	2.3.2. Nombre de nouveaux produits financiers énergétiques créés	0	2	0	2	0	2	3			

4.2 Etat d'avancement de mise en œuvre des activités du projet pour la période de rapportage

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Statut à la fin de la période de rapportage	Chronologie prévue pour cette activité ⁹	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
1.1.1 : Evaluation finale de la consommation en énergies domestiques et usagers productifs	Achevé	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Evaluations effectuées et rapports présentés en atelier aux parties prenantes. Contribution au forum sur le bois-énergie en RDC.	La production des rapports finaux après intégration des commentaires des participants.
1.1.2 : Mise en place d'un cadre de suivi du secteur bois-énergie	En cours	Du 01/11/2019 au 31/12/2023	Tenu de l'atelier d'examen des textes régissant la CNE afin d'étendre les missions du comité consultation à la thématique de cuisson propre. À l'issue de l'atelier un draft d'arrêté a été produit et en cours de finalisation avec les concertations entre le SGHRE et SG Hydrocarbures.	Finalisation et validation en atelier du draft de l'arrêté avant sa soumission au Ministre pour signature puis suivra l'opérationnalisation du cadre.
1.1.3 : Evaluation de la demande potentielle en énergies domestiques et usagers productifs	En cours	Du 01/06/2023 au 31/12/2023	Les données de population, bilan énergétique et technologiques appliquées actuellement et envisagées en RDC sont collectées en collaboration avec l'INS et autres acteurs. Une analyse de la demande est faite et projetée pour des horizons temporelles allant jusqu'en 2040.	Validation des sorties du modèle pour construire les axes actions de la stratégie de cuisson propre.
1.1.4 : Finalisation de l'élaboration du programme de promotion biogaz	Achevé	Du 01/01/2023 au 30/06/2023	Le document projets élaborés suivant le canevas de FEM est disponible. Des ajustements seront faits sur la base des recommandations de la révision indépendante en considérant le retour d'expérience des projets biogaz financés par le fonds de défi.	Mis à jour du document de programme biogaz et mobilisation de ressources pour son financement.
1.2.1 : Elaboration du Dossier d'Appel d'Offres pour la construction du site MCH de Yame	Non entamé	Du 01/01/2023 au 30/06/2023	Activité annulée et ressources réallouées conformément à la recommandation de l'évaluation indépendantes.	Suivi de la mise en œuvre avec ANSER pour reporter les impacts de la construction et capitaliser le co-financement mobilisé. Les fonds de la MCH ont été réalloués à d'autres activités (transféré à ANSER pour la subvention du branchement des ménages, Formation des formateurs et des charbonniers sur les meilleures techniques de carbonisation dans le bassin d'approvisionnement de la ville de Kinshasa Par CIRAD qui devra travailler avec ACERD pour assurer le transfert de connaissance.
1.2.2 : Construction de la Microcentrale hydroélectrique du site Yame validé en 2021.	Non entamé	Du 01/01/2023 au 30/06/2024		
1.2.3 : Suivi des travaux de construction de la MCH	Non entamé	Du 01/01/2023 au 30/06/2024		
1.2.4 : Mobilisation du secteur privé pour la construction des deux autres sites MCH étudiés en 2021	Non entamé	Du 01/01/2023 au 30/06/2024		
1.3.1 : Renforcement des capacités du gouvernement sur les divers éléments	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Plus de 10 experts nationaux encadrés lors de la visite d'échanges au Sénégal.	Les programmes de renforcement des capacités du gouvernement constituent une priorité pour la gestion durable du bois-

⁹ Merci de vous référer au calendrier de mise en œuvre du cadre logique du projet.

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Statut à la fin de la période de rapportage	Chronologie prévue pour cette activité ⁹	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
clés relatifs aux énergies et réchauds de cuisson propres				énergie, c'est ainsi que d'autres ateliers sont prévus jusqu'à la fin du programme pour assurer que l'appui est consistant et la pérennisation des acquis du programme.
1.3.2 : Appui à la mise en œuvre des recommandations de la micro-évaluation de l'ACFCA pour améliorer sa structuration et son fonctionnement	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Appui en matériel et élection des membres du nouveau CA. Recrutement d'une firme pour le renforcement des capacités	Conduire les activités de renforcement des capacités (formation, appuis techniques et administratifs)
1.3.3 : Organisation d'une visite d'étude et d'échanges d'expériences en Afrique sur la cuisson propre.	Achevé	Du 01/01/2023 au 30/09/2023	La visite a bel et bien été effectif au Sénégal. La délégation a eu des échanges fructueux avec tous les acteurs de la chaîne de valeur des foyers améliorés et des structures d'appui techniques et financières qui appuient les acteurs.	Organiser un atelier de capitalisation des visites d'échanges et formuler des recommandations clés avec une matrice de suivi pour le gouvernement, le secteur privé et la Société civile.
1.3.4 : Conduire une étude de faisabilité technique et économique pour la construction d'un centre de stockage au Kongo Central, à la suite du Plan Directeur GPL	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	TDR élaborés et partagé avec les partenaires (IFC, BM, le SG Hydrocarbures pour contribution. En attente de lancement après la réception des ressources de la 2 ^e tranche du programme	Recrutement de la firme internationale et validation de l'étude de faisabilité pour servir de base de mobilisation de ressources dans une approche de PPP sous le leadership du ministère des hydrocarbures et le gouvernorat du Kongo central.
1.3.5 : Organisation d'un séminaire sur la transition énergétique en faveur de la cuisson propre	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Discussions initiées et toujours en cours avec IFC, BM, les partenaires GPL/FA nationaux et internationaux.	Cette activité est indispensable pour faire de la sensibilisation et de mobilisation de ressources pour la cuisson propre de manière élargie.
1.4.1 : Finalisation de la Politique Nationale de l'Energie et de la stratégie de cuisson propre à travers une large consultation des parties prenantes	En cours	Du 01/11/2019 au 30/06/2024	Le cabinet d'étude est identifié. Le processus n'a pas pu être finalisé par manque de ressources.	Cette évaluation est capitale avant l'adoption de du document de la PNE en conseil des Ministres. Cette activité va se poursuivre au courant de l'année 2024 jusqu'à sa finalisation.
1.4.2 : Elaboration des textes juridiques sur le GPL	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Présentation officielle du Plan Directeur GPL et consultation de Haut niveau sur la fiscalité de la filière GPL entre le Ministère des hydrocarbures, le ministère des finances et les entreprises du secteur privé avec implication de la FEC. Constitution d'un comité de rédaction multi-acteurs sous le leadership du SG aux Hydrocarbures. Les consultants sont abord un état des besoins des textes juridiques est établi et l'analyse de l'état des lieux est en cours.	Mise à disposition de l'expert de la BM finalisation de l'état des lieux assortis de recommandations d'orientations sur les textes juridiques du GPL. Finaliser tous les textes (11) sur les GPL sous le leadership du SG Hydrocarbures au travers d'un comité de rédaction

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Statut à la fin de la période de rapportage	Chronologie prévue pour cette activité ⁹	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
			Forte collaboration avec la BM et IFC qui permet la mobilisation d'un expert national qu'ils recruteront pour faire équipe avec les consultants actuels.	
1.4.3 : Appui au Secrétariat général aux hydrocarbures dans l'élaboration des textes juridiques sur le GPL.	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Calendrier d'activités pour la finalisation des textes juridiques élaboré. Appui à l'organisation d'un atelier de consultation de haut-niveau sur la fiscalité du GPL sous le leadership du ministre des hydrocarbures, avec la contribution de la vice-ministre des finances et du gouverneur du Kongo central.	Cet atelier a marqué l'appropriation du processus de rédaction des textes juridiques par le haut-niveau et a par la même occasion jeté les bases rassurantes pour les étapes suivantes du calendrier d'activités ainsi que de la feuille de route.
1.4.4 : Mise en œuvre de la stratégie de mobilisation de ressources pour la réalisation des investissements du Plan Directeur GPL	Non entamé	Du 01/01/2023 au 30/06/2023	Aucun.	La stratégie de mobilisation des ressources pour la réalisation des investissements du plan directeur GPL sera mise en œuvre au courant du premier semestre 2024.
1.4.5 : Développement et utilisation d'outils de collecte de données sur la cuisson propre	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Une application Android développée (CommCare) pour la collecte de données sur le bois-énergie et le GPL. Formation des acteurs du Fonds Forestiers National, la CNE, MRHE et MEDD sur l'application ayant permis de corriger et mettre à jour l'application.	Test en situation réelle de collecte de données pour valider l'application et les fiche de traitement et la visualisation digitale des données. Collecte et traitement régulier des données pour un suivi des activités de bois-énergie et de GPL à Kinshasa.
1.5 : Mise en œuvre de la campagne de sensibilisation sur la cuisson propre (foyers améliorés et le GPL)	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Près de 6.400.000 ¹⁰ personnes sensibilisées à travers les deux foires de Bukavu et Goma ; La Sensibilisation avec l'Ambassadrice Barbara Kanam ¹¹ au Stade de Martyr lors d'une journée de sensibilisation des femmes avec le Mouvement International des Femmes Dynamiques d'Afrique mais aussi à travers les réseaux sociaux sur les pages de communication du PNUD ¹² (Facebook, X, LinkedIn).	Les activités de sensibilisation vont continuer surtout dans les villes de Kinshasa et Lubumbashi compte tenu du faible taux d'adoption des FA et GPL et suivant les recommandations de l'évaluation à mi-parcours.
1.5.2 : Acquisition de matériel de communication du programme	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	500 T-shirts, 500 Casquettes, 500 Sacs ont été acquis en plus des banderoles, kakemonos, roll-up et Back Drop du Programme.	Une autre quantité de ces matériels sera produit et vont continuer à être utilisés pour la visibilité des activités du programme mais aussi pour la sensibilisation lors des diverses activités.

¹⁰ Ce chiffre est une estimation issue des actions menées par le programme à travers les foires, les sensibilisations, les publi reportages sur les médias traditionnels ainsi que les réseaux sociaux du PNUD, de l'ambassadrice Barbara qui relaye directement sur ses pages web et sociales. Toutes ces audiences vont au-delà de ces estimations.

¹¹ <https://fondationkanam.org/lambassadrice-barbara-kanam-mutund-au-stade-des-martyrs-de-kinshasa-pour-sensibiliser-les-femmes/>

¹² <https://www.undp.org/fr/drcongo/actualites/barbara-kanam-reaffirme-son-engagement-en-tant-qua-ambassadrice-nationale-de-laction-climatique>

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Statut à la fin de la période de rapportage	Chronologie prévue pour cette activité ⁹	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
1.5.3 : Mise en œuvre d'activités de visibilité sur les Foyers Améliorés, GPL, processus d'élaboration de la politique nationale de l'énergie et du Master Plan	En cours	Du 31/01/2023 au 30/06/2024	10 000 Dépliants, 4 Roll Up, 5 Banderoles pour la visibilité du programme , conçus et produits Une vidéo de 15 minutes sur les réalisations du programme en 2023 réalisés. Plusieurs publications sur tweeter, Facebook, LinkedIn et autres plates formes du Bureau à consulter sur @PNUDRDC Deux pages magazines de 10 minutes chacune sur les consultations de haut niveau avec les parties prenantes sur la fiscalité du GPL réalisées et diffusées sur télé 50 et Digital Congo. 5.000.000 Personnes ont été touchés à travers la diffusion de ces pages magazines.	Les activités du programme continueront à être visibles à travers ces matériels mais également à travers la diffusion des messages de sensibilisation et autres documentaires jusqu'à la fin du programme.
1.6.1 : Valorisation des matériels de formation élaborés sur la cuisson propre.	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Recrutement en cours	Le programme va mettre à la disposition de tous les acteurs du secteur de la cuisson propre les modules de formation avec des vidéos démonstratives ainsi que les tests pour leur permettre d'avoir accès aux outils qui vont leur permettre d'améliorer non seulement leur production me de la rendre aussi qualitative.
1.6.2 : Formation des producteurs de makala sur les meilleures techniques de carbonisation	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Cartographie des acteurs du charbon et activités suspendus à cause de l'insécurité au plateau de batéké.	Cette activité sera alignée avec l'activité 1.2 révisée.
1.6.3 : Effectuer 1 voyages d'échange avec les pays africains sur les technologies de cuisson propre	Non entamé	Du 01/04/2023 au 30/09/2023	Visite non encore effectuée par manque de ressources	Cette visite sera effectuée en 2024.
1.6.4 : Assistance technique au comité consultatif de la CNE sur les questions de cuisson propre.	Non entamé	Du 01/01/2023 au 30/09/2023	Activité en attente.	Cette activité sera effectuée au courant du premier semestre une fois l'arrêté de modification de la CNE et de la redynamisation du comité consultatif.
2.1.1 : Conduire une étude des besoins en combustibles alternatifs pour le développement des pipelines (étude de potentielle d'énergie)	Non entamé	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Aucun	Le manques de fonds n'a pas permis le lancement de l'activité
2.1.2 : Test d'évolution de la performance des foyers améliorés à l'issue de l'assistance technique déjà réalisée (Lubumbashi et Kinshasa).	Achevé	Du 01/09/2022 au 31/03/2023	2 tests de cuisson effectués.	

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Statut à la fin de la période de rapportage	Chronologie prévue pour cette activité ⁹	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
2.1.3 : Test de consommation des combustibles - étude de référence (hors foyers améliorés) des usagers productifs (restaurants, boulangeries, etc.)	En cours	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	1 test réalisé.	Rapport attendu au début de l'année 2024.
2.1.4 : Elaboration nouveaux accords de partenariats basés sur les résultats	En cours	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Amendement de 2 accords de partenariats parmi les 4 derniers signés avec les partenaires en novembre 2022.	Le suivi de ces accords continuera pendant l'année 2024.
2.2.1 : Apporter une assistance technique individualisée aux entreprises au niveau des opérations/productions et revenue pour être considérée une entreprise viable et capable de contribuer de manière durable au marché : Focus sur le plan d'affaires et les plans de préparation à l'investissement pour le financement commercial et climatique et le marketing/impact pour tous les partenaires existants.	En cours	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	6 entreprises ont reçu les commentaires des experts pour améliorer la qualité de leurs foyers de cuisson à l'issu des tests de cuisson contrôlé. 4 entreprises de la quatrième cohorte sont appuyées continuellement par les experts sous un système de mentorat de proximité pour améliorer leur gestion, leurs modèles de distribution et vente.	Les assistances techniques vont continuer au cours de l'année 2024.
2.2.2 : Réaliser des audits énergétiques et faciliter les partenariats (AT, conférences, et ateliers) entre producteurs, distributeurs, fournisseurs d'équipement, PME, entités de crédit carbone pour renforcer les chaînes de valeur.	En cours	Du 01/04/2023 au 30/06/2024	Étude d'impact pour le fonds de défis réalisée.	Les autres activités (1 audit énergétique et 1 atelier de réseautage) vont être effectuées en début de l'année 2024.
2.3.1 : Fournir un financement complémentaire aux partenaires existants sur la base de plans d'affaires et de campagnes de marketing/impact actualisés. Concevoir et mettre en œuvre de nouveaux mécanismes de financement (par exemple, des subventions remboursables pour les PME telles que les boulangeries, les entreprises agroalimentaires intégrant les solutions énergétiques propres).	Non entamé	Du 01/01/2023 au 30/06/2024	Aucun	Ces activités ont été supprimés à la suite des recommandations de l'évaluation à mi-parcours du programme en faisant un top-up aux entreprises performantes
2.3.2 : Organiser, à travers un incubateur ou partenaire sélectionné, un Hackathon pour le développement	Non entamé	Du 01/04/2023 au 31/03/2024	Aucun	

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Statut à la fin de la période de rapportage	Chronologie prévue pour cette activité ⁹	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
des produits financiers innovants par les fintechs, institutions financières, startups, Telcos pour accélérer l'accès aux solutions de cuisson propre				
2.3.3 : Soutenir la mise en échelle et réplique des mécanismes de microcrédit énergétique notamment pour les GPL par les institutions financières locales (banques, IMF, COOPEC)	En cours	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Crédit GPL jiko bora développé par COOPEC AKIBA YETU en partenariat avec IHUSI GAZ	
3.1 : Suivi et Evaluation sous UNDP	En cours	Du 01/01/2023 au 31/12/2024	Visites conjointes des deux agences d'exécutions dans les villes de Kinshasa, Goma, Bukavu et Lubumbashi.	Les activités de suivi vont continuer au cours de l'année 2024.
3.2 : Suivi et Evaluation sous UNCDF	En cours	Du 01/01/2023 au 31/12/2024	Visites conjointes des deux agences d'exécutions dans les villes de Kinshasa, Goma, Bukavu et Lubumbashi	Les activités de suivi vont continuer au cours de l'année 2024.

5. Résultats du Projet

5.1 Contributions aux impacts du cadre de résultats de CAFI

5.1.1 Applicable aux projets à approche territoriale

N/A

5.1.2 Projets Habilitants (gouvernance, réforme, sectoriel)

Indicateurs Effet / Outcome				
	Indicateurs	Unité	Vérification et commentaire	Importance
Projets portant sur l'Energie	Nombre de cuissons propres proposées	3	Désagrégé par type	Haute
	Taux d'adoption des solutions de cuisson propre (GPL ou foyers améliorés)	31%	Désagrégé par zone d'intervention Kinshasa : 38,6% ; Lubumbashi : 18,6% ; Bukavu : 13,7% ; Goma : 55,5%	Haute
	Montant des ventes de solution de cuisson propres	USD 6,971M	Foyers améliorés : USD 2,603M Recharge GPL : USD 1,402M Kit GPL : USD 2,661M Briquettes : USD 242K Inserts céramiques : USD 29,3K	Haute

5.1.3 Tous les projets

Effet	Nombre de bénéficiaires directs (indiquer % hommes et femmes)	Description et intensité du soutien	Nombre de bénéficiaires indirects	Description et intensité du soutien	Commentaires
Energie	<p>43 (39% sont des femmes soient 17 et 61% sont des jeunes soient 26).</p> <p>13 techniciens (5 femmes soient 38% et 8 Hommes soient 62%)</p> <p>38 personnes (2 Femmes soient 5% et 36 Hommes soient 95%)</p> <p>13 employés de l'ONG FMJC (7 Femmes soient 54% et 6 Hommes soient 46%)</p> <p>152 276 ménages utilisant les foyers améliorés soit 913 656 personnes</p> <p>26137 ménages utilisant les réchauds GPL, soit 156 822 personnes</p>	<p>Les emplois créés directement à partir des entreprises du Fonds de défis.</p> <p>Nombre des techniciens (tôliers, céramistes) formés sur les techniques selon la thématique ; les cadres et personnels de direction formés.</p> <p>Ce sont les acteurs publics et privés formés sur la problématique des énergies propres de cuisson (bois-énergie, GPL) et tous les acteurs ayant pris part au processus d'élaboration de la PNE.</p> <p>Il s'agit de l'ONG chargé de la mise en œuvre de la campagne de sensibilisation et vulgarisation des foyers améliorés</p> <p>En raison de 6 personnes par ménage</p>			
Nombre total	1 070 585 Cumul 2021 Jusque 2023				

5.2 Contributions du projet à l'atteinte des indicateurs du cadre de résultats de CAFI

En concordance avec les décisions du Conseil d'Administration de CAFI, veuillez cocher les effets de CAFI auxquels le projet contribue.

Effets CAFI						
Les pratiques agricoles durables permettent la réduction de la conversion des terres et l'augmentation de la sécurité alimentaire	Des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie sont adoptées	Les institutions et parties prenantes du secteur forestier et des aires protégées sont en capacité et disposent d'un cadre légal permettant de promouvoir, suivre et mettre en œuvre la gestion durable des forêts	Les infrastructures et futurs projets miniers et hydrocarbures minimisent leur empreinte globale	i) Les décisions d'aménagement du territoire assurent une représentation équitable des intérêts sectoriels et maintiennent le couvert forestier ii) la sécurisation foncière n'incite pas à la conversion par des individus ou des communautés	La croissance démographique et la migration vers les forêts et les fronts forestiers sont ralenties	Une coordination interministérielle et une gouvernance sont améliorées, et résultent en i) des régimes fiscaux et permis pour les activités économiques qui ne poussent pas les acteurs économiques vers la conversion des forêts et les activités illégales, ii) un climat des affaires favorable aux investissements bénéfiques à la forêt
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Projet approche habitante : remplir [cette annexe : Annexe 1-Cadre des résultats standard-FONAREDD Energie](#)

Indicateurs Effet / Outcome				
	Indicateurs	Unité	Vérification et commentaire	Importance
Projets portant sur l'Energie	Nombre de cuissons propres proposées	3	Désagrégé par type	Haute
	Taux d'adoption des solutions de cuisson propre (GPL ou foyers améliorés)	31%	Désagrégé par zone d'intervention Kinshasa : 38,6% ; Lubumbashi : 18,6% ; Bukavu : 13,7% ; Goma : 55,5%	Haute
	Montant des ventes de solution de cuisson propres	USD 6,971M	Foyers améliorés : USD 2,603M Recharge GPL : USD 1,402M Kit GPL : USD 2,661M Briquettes : USD 242K Inserts céramiques : USD 29,3K	Haute

5.3 Contributions du projet à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention

N° du jalon dans la LOI ¹³	Descriptif du Jalon	Progrès accomplis lors de la période de rapportage	Progrès accomplis de manière cumulative depuis le début du projet	Commentaires
Jalon 2018 (1)	Réaliser les études de faisabilité sur les énergies de substitution au bois-énergie	Le programme a réalisé une étude de faisabilité technico-économique sur le biogaz. Le rapport a été validé en juillet 2023	Réalisé à travers les analyses abondantes fournies dans le document du programme, en plus de l'atlas des énergies renouvelables déjà produit par la RDC avec l'appui du PNUD Les études sur le GPL ainsi que les études de faisabilité sur le MCH.	RAS
Jalon 2018 (2)	Réalisation des études de référence dans les zones cibles par les programmes intégrés sur la production, la consommation et l'efficacité énergétique dans l'utilisation de la ressource « bois-énergie »	Finalisation des études de fin du programme dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Bukavu Formation des étudiants et chercheurs des universités sur la méthodologie d'études de référence sur le bois-énergie	Les études de référence ont été entièrement réalisées à Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Bukavu et mises à jour	Les évaluations finales ont été entièrement réalisées dans ces mêmes villes au cours de l'année et un atelier de restitution a eu lieu au dernier trimestre 2023.
Jalons 2020 (1)	Réviser la politique énergétique en y incluant le volet « bois-énergie »	Recrutement du cabinet pour la réalisation de l'évaluation environnementale et sociale stratégique (EESS) de ma PNE sur la base des TDR élaborées par l'ACE.	Le comité technique de la PNE établi Formation des membres du comité technique sur le guide d'élaboration de politiques sectorielles Mise en place d'un comité de réviseur multi-acteurs, y compris la société civile Le rapport de diagnostic élaboré révisé et validé La vision, les objectifs et les axes stratégiques de la PNE définis. Le document de la PNE validé techniquement, Conduites des consultations dans les 26 provinces ainsi qu'en ligne Tenue de l'atelier de validation nationale. Lancement du recrutement du cabinet d'étude pour l'EESS	Les TDR demandé par le Ministre des RHE en mars 2023 ont été transmis par l'ACE en juin 2023. Le recrutement lancé a été infructueux puis relancé avant d'identifier le cabinet en cours de contractualisation
Jalon 2020 (2)	Diffusion et utilisation par 10% des ménages Kinois des foyers améliorés	42 502 foyers distribués	178 425 foyers distribués . Ces ventes sont nettes attribuables au programme	

6. Communication et promotion

6.1 Illustration spécifique

La sensibilisation de plus de 45.000 personnes sur la cuisson propre dans les villes de Bukavu et Goma lors de deux dernières foires commerciales organisées par notre partenaire FMJC avec l'appui du programme.

¹³ Les Lettres d'intentions sont accessibles dans ce dossier : https://drive.google.com/drive/folders/19GjgHJID8RP4imWoEiqNloagyZPwZHDP?usp=drive_link

Cette action a permis l'augmentation de la demande en GPL et FA par les usagers auprès de nos entreprises partenaires mais également l'implication et l'appropriation des autorités politico-administratives de ces deux villes à la protection de nos forêts.



Foire commerciale sur le GPL et FA à Bukavu et à Goma

L'appui aux partenaires privés et la campagne de sensibilisation à l'adoption de cuisson propre à contribuer à la création d'emploi dans les zones pilotes du programme. Plus de 1000 emplois sont créés dans chaque ville pilote mais également la diminution en consommation des bois énergie notamment de 7% à Kinshasa, 3% à Goma et 3,6% à Bukavu. Les photos de visibilité sont accessibles à ce [lien](#).



Sensibilisation sur la cuisson propre au marché Kituku de Goma lors de la foire à Goma



Les jeunes formés et employés dans la fabrication de FA à Bukavu par les entreprises appuyées par le programme



Atelier des consultations sur la fiscalité de la filière GPL en RDC

6.2 Stratégie et plan de communication

Une stratégie de communication multi-acteurs et multisectorielle est conçue. Il est en cours de mise en œuvre, de manière participative pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe cible.

Des articles de presse, des outils de communication (Banderoles, Roll Up, Dépliants, Bulletin d'actualité et Back Drop sont produits), des organisations de campagnes de sensibilisation de masse avec la production d'un message de sensibilisation avec l'ambassadrice Barbara Kanam ; message publié sur les différentes plateformes du bureau et médias sociaux et pour bientôt en diffusion sur les différents médias traditionnels.



Sensibilisation des femmes au stade de Martyrs sur la cuisson propre avec l'Ambassadrice Barbara Kanam

Une sensibilisation de plus de 15.000 femmes au stade de martyr sur la cuisson propre avec l'Ambassadrice Barbara Kanam, des émissions radios télévisées sont en cours de réalisation. La diffusion d'un public reportage de 10 minutes sur l'atelier de consultation de haut niveau sur la fiscalité de GPL en RDC sur les chaînes les plus suivies en RD Congo à savoir ; la RTNC, Télé 50 et Digital Congo. Près de 5 millions de personnes ont été touchés à travers la diffusion de ce documentaire mettant en exergue le GPL comme alternative au bois-énergie et dont, un certain nombre des taxes doit être exonérer.

L'organisation de [deux grandes foires commerciales sur le GPL et les F.A dans les villes de Bukavu et Goma](#) ayant permis d'atteindre 45.000 personnes, ont permis d'accroître plus de la demande de kit de cuisson propre auprès des entreprises partenaires du programme dans ces deux villes.

D'autres opportunités de communication sont en études pour 2024, afin d'atteindre un plus grand nombre de population à sensibiliser ; entre autres : l'organisation d'un concours de la meilleurs communication sur la cuisson propre avec les différents journalistes à travers le pays, l'organisation des caravanes de sensibilisation sur la cuisson propre à Lubumbashi et Kinshasa, les envois des sms mobiles, la poursuite de diffusion de message de sensibilisation sur les médias audio visuels dans les cinq villes pilote du projet...

Fournir un bref descriptif des efforts entrepris pour promouvoir CAFI (et le FONAREDD en RDC) y compris via l'utilisation de logos dans les publications finales du projet, sur le site du projet, et dans les ateliers avec les partenaires et parties prenantes, photos et hyperliens à l'appui.

Nous avons maintenu [la visibilité et la promotion](#) de tous nos partenaires à savoir ; CAFI et FONAREDD avec leurs logos sur tous nos produits de visibilité lors des conférences, ateliers et autres activités de mass (T-shirts, Képis, Sacs à dos, Banderoles, Roll Up, Back Drop, les entêtes de tous nos documents du programme ainsi que dans les documentaires vidéos produits sur les activités du programme...).

Utilisez et reproduisez le tableau ci-dessous afin de décrire vos efforts de communications :

Nom du projet de communication	Stratégie de communication du Programme de Consommation Durable et Substitution Partielle au Bois-Energie		
Date de début du projet de communication	Du 01/01/2023	Date de fin du projet de communication	Au 30/06/2024
Objectifs du projet de communication (comment ce projet de communication s'insère-t-il dans les objectifs et la stratégie globale ?) :		Sensibilisation des masses pour le changement des comportements afin d'adopter les modes de cuisson propre.	
Audience	Résultat en termes de communication (y compris en termes de communication pour le changement social et comportemental)	Lien aux outils de communication (Par exemple : publications, ateliers, spots radio, pages web)	
Grand Public, Les Autorités Politico-Administratives	5.000.000 personnes touchées avec la diffusion d'une page magazine sur le GPL à travers la rnc, télé50, Digital Congo et à travers d'autres médias du réseau de communicateurs et les pages des médias sociaux du PNUD RDC	ATELIER CONSULTATION GPL.mp4	
Les femmes, les autorités locales et les ménages	45.000 personnes sensibilisées sur l'adoption de cuisson propre à travers deux foires à Bukavu et Goma	FOIRE BUKAVU & GOMA	
Les femmes et les entreprises privés	15.000 femmes sensibilisées au stade de martyr en un seul jour sur la cuisson propre	Sensibilisation Barbara au stade de Martyrs.mp4	
Grand Public, les entreprises, les Autorités Gouvernementales, les médias, les partenaires et Bailleurs	10.000 dépliants sur le programme et ses résultats distribués	DEPLIANT PROGRAMME ENERGIE OK.pdf	
Grand Public	Un message et une chanson de sensibilisation sur le changement de comportement pour l'adoption de cuisson propre réalisé	MESSAGE SENSIBILISATION BARBARA OK.mp4	

7. Exécution financière

7.1 Décaissements

a) Taux de décaissements du projet.

A) Résultats	B) Budget Total (USD) reçu tel que dans le document de programme (indiquer si révision)	B') Budget Total (USD) reçu tel que dans le document de programme (révisé)	C) Budget prévu pour la période de rapportage (année 2023)	D) Dépenses annuelles 2023	E) Solde au 31/12/2023	F) Taux de décaissement sur la période de rapportage	G) Taux de décaissement cumulatif depuis le début du programme	H) Montants engagés mais non dépensés
Effet 1 : Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l'importance des combustibles propres et foyers améliorés, et disposent des compétences et connaissances nécessaires pour créer un environnement favorable au développement du marché de ces produits								
Produit 1.1: Des analyses approfondies de la production et de la consommation en énergie de cuisson, dont le bois-énergie, sont réalisées et informent les programmes CAFI	816 692,00	1 033 596,04	255 951,00	139 171,89	0,00	100,00%	88,70%	21 196,70
Produit 1.2 : Le potentiel REDD+ lié au secteur de la micro-hydro (MCH) est étudié et évalué	1 270 000,00	1 250 273,95	674 143,00	49 651,70	0,00	100,00%	43,07%	7 381,93
Produit 1.3. : Le leadership politique et des institutions techniques sont renforcés pour engager la RDC sur le chemin de sa transition énergétique vers la cuisson propre et créer un environnement favorable au marché tout en protégeant les consommateurs	909 600,00	593 631,55	392 000,00	147 840,73	0,00	100,00%	58,87%	59 995,50
Produit 1.4. : Le cadre légal, politique et réglementaire national portant sur le secteur de l'énergie volet bois énergie, volet GPL et autre source de combustible de substitutions, est opérationnel	986 000,00	1 523 468,45	722 982,32	491 092,17	0,00	100,00%	81,50%	388 851,97
Produit 1.5. : Une stratégie de communication multi-acteurs et multisectorielle est conçue, de manière participative pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe, et est déployée	963 152,00	615 910,71	260 000,00	176 528,20	0,00	100,00%	70,21%	17 749,86
Produit 1.6: Des académies TERA sont organisés	468 520,00	372 296,03	99 990,47	4 344,62	0,00	100,00%	74,66%	3 758,91
Sous-total Effet 1	5 413 964,00	5 389 176,73	2 405 066,79	1 008 629,31	0,00	100,00%	69,71%	498 934,87
Effet 2: Le marché local de la cuisson propre (énergies et foyers améliorés) est développé de manière viable et commerciale au travers d'un programme d'incubation								
Produit 2.1. : Les opportunités et les besoins dans le secteur de la cuisson propre ont été identifiés et les acteurs sélectionnés en utilisant un processus de sélection compétitif basé sur l'aptitude au marché	499 023,00	499 023,00	132 861,00	96 073,55	0,00	100,00%	92,04%	0,00

Produit 2.2.: La viabilité du business et le marché durable des partenaires sélectionnés sont améliorés grâce aux services d'assistance technique (AT) ***	1 220 632,00	1 220 632,00	190 000,00	165 183,29	0,00	100,00%	89,61%	
Produit 2.3.: Des mécanismes de financement pour la cuisson propre sont établis afin de répondre aux besoins de financement durable des entreprises partenaires	4 442 261,00	4 442 261,00	1 996 000,00	508 895,32	0,00	100,00%	61,87%	275 500,00
Sous-total Effet 2	6 161 916,00	6 161 916,00	2 318 861,00	770 152,16	0,00	100,00%	69,81%	275 500,00
Suivi et évaluation UNDP	300 000,00	300 000,00	93 180,50	91 542,89	0,00	100,00%	41,14%	0,00
Suivi et évaluation UNCDF	100 000,00	100 000,00	22 911,00	18 779,29	0,00	100,00%	95,97%	
Total activités et suivi-évaluation	11 975 880,00	11 951 092,73	4 840 019,29	1 889 103,65	0,00	100,00%	69,26%	774 434,87
Gestion et coordination -UNDP	1 802 827,64	1 839 457,48	400 000,00	393 565,86	673,14	99,83%	78,25%	0,00
FRAIS ADMIN (GMS) UNDP	526 158,36	514 315,79	202 877,31	71 281,86	0,00	100,00%	65,94%	
Gestion et coordination UNCDF	240 000,00	240 000,00	70 000,00	56 328,15	0,00	100,00%	92,07%	
FRAIS ADMIN (GMS) UNCDF	455 134,00	455 134,00	168 824,04	59 135,76	0,00	100,00%	71,02%	
TOTAL GENERAL	15 000 000,00	15 000 000,00	5 681 720,64	2 469 415,28	673,14	99,97%	70,67%	774 434,87

b) Tableau 8.2

CATEGORIES DE BUDGET UNDG	B) Budget Total (USD) reçu tel que dans le document de programme (indiquer si révision)	B') Budget Total (USD) reçu tel que dans le document de programme (révisé)	C) Dépenses totales	D) % sur les ressources disponibles au 31/12/2024	E) Budget deuxième tranche non encore appliqué	F) Dépenses	G) %	H) TOTAL USD		
								Budget	Dépenses	%
1. Personnels	1 684 584,00	2 200 000,00	1 727 165,57	142,74%	990 000,00	0,00	0,00%	2 200 000,00	1 727 165,57	78,51%
2. Fournitures, produits de base, matériaux	300 000,00	120 000,00	58 427,68	29,21%	-80 000,00	0,00	0,00%	120 000,00	58 427,68	48,69%
3. Equipements, véhicules et mobilier (y compris l'amortissement)	158 228,00	158 200,00	45 445,86	28,73%		0,00	0,00%	158 200,00	45 445,86	28,73%
4. Services contractuels	6 143 964,00	5 072 649,49	3 610 740,96	76,71%	365 369,63	0,00	0,00%	5 072 649,49	3 610 740,96	71,18%
5. Voyages	330 000,00	922 992,76	837 019,76	330,85%	670 000,00	0,00	0,00%	922 992,76	837 019,76	90,69%
6. Transferts et subventions aux contreparties	5 031 916,00	5 031 916,00	3 460 058,39	104,05%	1 706 623,37	0,00	0,00%	5 031 916,00	3 460 058,39	68,76%
7. Coûts généraux de fonctionnement et autres coûts directs	369 999,60	444 093,87	199 234,78	138,27%	300 000,00	0,00	0,00%	444 093,87	199 234,78	44,86%
Total des Coûts Directs	14 018 691,60	13 949 852,12	9 938 093,00	99,40%	3 951 993,00	0,00	0,00%	13 949 852,12	9 938 093,00	71,24%
8. Coûts de soutien indirects (Max. 7%)	981 308,40	1 050 147,88	662 415,65	103,48%	410 000,00	0,00	0,00%	1 050 147,88	662 415,65	63,08%
TOTAL des Coûts	15 000 000,00	15 000 000,00	10 600 508,65	99,65%	4 361 993,00		0,00%	15 000 000,00	10 600 508,65	70,67%

c) Cout efficacité : Tableau des progrès et décaissements par effets et par produits

Résultats	Indicateurs	Progrès actuel de l'indicateur ¹⁴	Dépenses Cumulatives en US \$ ¹⁵	Commentaires
Effet 1 Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l'importance des combustibles propres et foyers améliorés				
Outcome 1 : Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l'importance des combustibles propres et foyers améliorés	1. Existence d'un mécanisme de coordination sur les énergies	Le groupe de travail sur les énergies de cuisson propre est mis en place. Les TdRs du groupe de travail sur la cuisson propre ont été validés par les parties prenantes.	\$3 756 779,09	Ce groupe de travail sera intégré au comité consultatif. L'activation du comité consultatif de la CNE en cours Les chiffres seront désagrégés dans le rapport d'évaluation d'impacts de l'appui aux bénéficiaires en cours d'élaboration.
	2. Pourcentage de personnes supplémentaires ayant une compréhension des bénéfices de la cuisson propre (groupé par type d'énergie/foyer, catégorie d'utilisateurs et Genre) dans les zones cibles	70%		
Output 1.1 : Les programmes CAFI sont informés par des analyses approfondies de la production et de la consommation en énergie de cuisson, y compris le bois-énergie	1.1.1 Nombre d'Études bois-énergie et GPL réalisées permettant d'orienter l'action technique et politique (plaidoyer, politique, incubateur)	10	\$916 816,93	4 études conso 4 études de filières 1 étude sur le marché de GPL 1 étude conso de Kisangani CIFOR L'activation du comité consultatif de la CNE en cours
	1.1.2 Existence d'un Cadre fonctionnel de suivi du secteur bois-énergie/consommation énergie de cuisson	1		
Output 1.2 Le potentiel REDD+ lié au secteur de la micro-hydro (MCH) est étudié et évalué	1.2.1 Nombre d'études de faisabilité réalisées sur le potentiel des MCH	3	\$538 519,32	La 4 ^e étude de faisabilité a été suspendue par décision du COPIL en juillet 2021
	1.2.2 Nombre de sites de MCH construits	Le site à construire est identifié et les études d'EIES ont été effectuées. Les amendements apportés lors de l'atelier de validation sont en pleine intégration.		
	1.2.3 Nombre de ménages ruraux supplémentaires disposant d'électricité issue des MCH	0		
Output 1.3 : Le leadership politique et les institutions techniques sont renforcés pour engager la RDC sur le	1.3.1. Nombre d'acteurs, publics et privés, formés sur la problématique des énergies propres de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagrégés par genre	730 pour le bois-énergie et 270 pour le GPL.	\$349 472,28	

¹⁴ Reporter la valeur indiquée dans le tableau 2

¹⁵ Tels qu'indiqués dans la colonne G du tableau 5

Résultats	Indicateurs	Progrès actuel de l'indicateur ¹⁴	Dépenses Cumulatives en US \$ ¹⁵	Commentaires
chemin de sa transition énergétique vers la cuisson propre et créer un environnement favorable au marché tout en protégeant les consommateurs	1.3.2. Nombre de voyages d'échanges et d'études réalisées sur les énergies propres de cuisson, désagrégées par type (bois-énergie, GPL, etc.)	3		
	1.3.3. Nombre de groupe inclusif de travail « Énergie de cuisson » fonctionnel	1		
	1.3.4. Nombre de projets d'investissement en appui au GPL développé	0		
Output 1.4 : Le cadre légal, politique et réglementaire national portant sur le secteur de l'énergie volet bois énergie, volet GPL et autre source de combustible de substitutions, est opérationnel	1.4.1. Existence d'une Politique du sous-secteur bois-énergie (et cuisson propre) validée par les parties prenantes et assortie d'instruments de mise en œuvre	1	\$1 241 578,30	
	1.4.2 Nombre de personnes (secteur public, secteur privé, société civile) impliquées dans les concertations pour l'élaboration et la mise en œuvre des réformes du secteur des énergies de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagrégé par genre	3113 (dont 1183 femmes et 1930 hommes)		
	1.4.3 Nombre de textes légaux et réglementaires, procédures administratives (i) rédigés (ii) présentés à consultation publique (iii) promulgués sur la gestion du sous-secteur GPL	0		
Output 1.5 : Une stratégie de communication multiacteurs et multisectorielle est conçue, de manière participative pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe, et est déployée	1.5.1 Existence d'une stratégie de marketing, pour les énergies de cuisson propres, basée sur le changement des comportements	1	\$432 438,91	
	1.5.2 Nombre de personnes sensibilisées sur les énergies de cuisson propres (y compris bois-énergie et GPL) par type d'acteur et par genre (consommateurs, producteurs, acteurs publics, etc.)	+6 401 814		
OUTPUT 1.6.: Produit 1.6. : Des Académies de Technologies d'Énergies Renouvelables sur la cuisson propre sont organisées.	ACADEMIE TERA 1.6.1 Appui-conseil des entreprises de cuisson propre (ateliers, webinar) sur le design/améliorations des produits, marketing, opérations et documentations pour la bonne gestion et ventes des foyers/produits renouvelables sur les technologies de cuisson propre. 1.6.2 Formation des producteurs de makala sur les meilleures techniques de carbonisation 1.6.3 Effectuer 2 voyages d'échange avec les pays africains sur les technologies de cuisson propre	9 modules de formations sont conçus et disponibles 96 personnes formées sur les différents modules. Un voyage d'étude réalisé à Nairobi, au Kenya au bénéfice de 08 participants représentants entreprises congolaises	\$277 953,35	

Résultats	Indicateurs	Progrès actuel de l'indicateur ¹⁴	Dépenses Cumulatives en US \$ ¹⁵	Commentaires
Effet 2: Le marché local de la cuisson propre (énergies et foyers améliorés) est développé de manière viable et commerciale au travers d'un programme d'incubation				
Outcome 2 : Un marché local, économiquement viable, de production et de commercialisation d'énergie propre de cuisson (foyers améliorés et GPL) est développé	1. Nombre de nouveaux ménages utilisant les foyers améliorés comme source de cuisson dans les zones cibles	Kin: 31353 Lub : 14214 Bukavu : 5059 Goma : 36757	\$ 4 301 526,55	
	2. Nombre de ménages utilisant le GPL comme source de cuisson principale ou secondaire dans les zones cibles	Kin : N/A - Lub : N/A Bukavu : 2604 Goma : 5797		
	3. Proportion de la population de la RDC utilisant les sources d'énergie propre pour la cuisson, dans les zones cibles	Kinshasa : 66% - Lubumbashi : 22% - Bukavu : 19% - Goma 92%		
	4. Nombre d'emplois directs et indirects créés	412 emplois directs et 643 indirects, dont 509 femmes ainsi que 369 jeunes.		
Output n°2.1 : Les opportunités et les besoins dans le secteur de la cuisson propre ont été identifiés et les acteurs sélectionnés en utilisant un processus de sélection compétitif basé sur l'aptitude au marché	2.1.1. Existence d'un mécanisme d'incubation des entreprises du secteur des FA, validé	1	\$ 459 308,83	
	2.1.2. Nombre d'entreprises de cuisson propre (producteurs et distributeurs) sélectionnées et évaluées par type (bois-énergie/GPL)	198 : 6 GPL - 5 Briquettes - 1 Biogaz 186 Foyers améliorés		
	2.1.3. Nombre d'accords de partenariat signé avec les entreprises de cuisson propre	16		
Output n° 2.2 : La viabilité du business et le marché durable des partenaires sélectionnés sont améliorés grâce aux services d'assistance technique (AT)	2.2.1 Nombre de personnes bénéficiant de l'assistance technique directe et collective fournie (par type)	50 Artisans (19 céramistes dont 12 femmes et 31) - 10 entreprises	\$1 093 783,47	
	2.2.2. Taux d'augmentation des ventes de partenaires du projet	66,75%		
	2.2.3 Nombre de foyers améliorés disséminés	178 425		
Output n° 2.3 : Des mécanismes de financement pour la cuisson propre sont établis afin de répondre aux besoins de financement durable des entreprises partenaires	2.3.1. Volume des financements engagés / décaissés / décaissés, par type (don, prêts, etc.) et cible (entreprise, ménages, etc.) et Genre	16 subv. 2 prêts.	\$2 748 434,25	
	2.3.2. Nombre de nouveaux produits financiers énergétiques créés	2		

d) Taux de décaissement par pilier de la Stratégie Nationale REDD+

PILIER	BUDGET DANS LE PRODOC	DECAISSEMENTS ESTIMÉS POUR LA PERIODE DE RAPPORTAGE	DECAISSEMENTS CUMULES DEPUIS LE DEBUT DU PROJET
Aménagement du Territoire	N/A	N/A	N/A
Foncier	N/A	N/A	N/A
Agriculture	N/A	N/A	N/A
Forêt	N/A	N/A	N/A
Energie	\$15 000 000	\$2 469 415,28	\$10 600 508,65
Mines et Hydrocarbures	N/A	N/A	N/A
Démographie	N/A	N/A	N/A
Gouvernance	N/A	N/A	N/A

7.2 Contrats

Suivi des contrats

N° du Contrat	Intitulé et thématique	Type (ONG internationale, ONG nationale, entité publique, secteur privé, autre)	Sous type (voir liste ci-dessous)	Montant du contrat	Date signature contrat	Date début des activités	Date fin Contrat	Délai Exécution Prévu	Commentaires
Pas de contrat de plus de \$100 000 signé pendant la période de rapportage									

Sous-type

ONG Nationale	Entité publique	Secteur privé
N/A	N/A	N/A

7.3 Gestion financière, approvisionnement et ressources humaines

Les dépenses financières sont alignées aux prévisions du PTA et exécutées suivant les procédures financières des agences. Les achats se font sur base de la planification globale faite par le procurement et des stratégies d'achat. Il en est de même de la gestion des Ressources Humaines pilotée par l'unité dédiée.

- *Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont alignées aux prévisions du PTBA ou en retard par rapport aux plans de travail ;*

Le programme a prévu un PTBA de 5 681 720,64 USD sur lesquels seuls 2 470 088,42 USD ont été disponibles. Le Programme a exécuté 2 469 415,28 soit 99,97% au 31 décembre 2023.

Sur base du PTBA approuvé, seulement 43% a été exécuté. Ce faible taux est lié au manque de ressources auquel le programme a fait face pendant l'année. Les fonds de la dernière tranche ont été notifiés qu'en novembre 2023 et ont pu être partiellement appliqués en fin décembre 2023. Il faut signaler une erreur dans les instructions de transfert exécutés par MPTF vers les agences, que le Programme a signalé au Secrétariat Fonaredd pour demande de correction. Ladite correction est en cours d'exécution.

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une explication en indiquant les mesures prises pour (i) accélérer la mise en œuvre ; (ii) s'assurer que les résultats attendus soient bien réalisés en qualité et aux échéances prévues ;

En général, les dépenses du programme ont été retardées à cause du manque de ressources pour la conduite des activités. Une demande de ressources avait été faite le 08 Mars 2023 pour permettre la réalisation de certaines activités en attendant les résultats de l'évaluation indépendante.

- *Veillez indiquer quel montant en dollars a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour ;*

Il n'y a pas de budget spécifiquement alloué à des activités portant sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Cependant, le secteur de la cuisson propre est de nature dominé par les femmes et les jeunes

tout au long de la chaîne de la filière, ce qui les place au cœur de toutes les activités du programme. Le genre a donc été pris en compte par le programme et particulièrement lors de la sensibilisation de plus de 10.000 femmes sur le mode de cuisson propre à travers son ambassadrice de bonne volonté sur le changement climatique à l'occasion d'une journée de sensibilisation sur l'autonomisation de la femme.

- *Quand comptez-vous demander la deuxième tranche du programme restant au compte du MPTF ;*

Le solde du programme a été transféré seulement qu'en novembre 2023. Rappelons que le COPIL de février 2023 avait recommandé d'accélérer l'évaluation à mi-parcours du programme et la finir avant fin avril afin de faciliter le décaissement de la 2^{ème} tranche du budget du programme. Cependant, le rapport d'évaluation indépendante ne s'est achevé qu'en juillet 2023.

7.4 Mobilisation de ressources

Sur la période de rapportage, il n'y a pas de fonds additionnels mobilisés. Cependant, l'accompagnement technique du programme aux entreprises leur a permis de lever plus de fonds au-delà de la subvention du programme et accroître leur capital pour répondre aux besoins et sollicitations de plus en plus croissants des produits de cuisson propre (Foyers améliorés et GPL). L'approche catalytique utilisée a permis de mobiliser 1,1 millions dollars de co-financement. Il a aussi permis de mobiliser 650 000 dollars de crédit concessionnel pour les entreprises congolaises à travers le mécanisme "bridge"¹⁶ de Least Development Countries Investment Platform de l'UNCDF, 500 000 dollars de SIMA et 20 000 dollars de Virunga Fondation. Le crédit de 650 000 dollars octroyés aux entreprises ont permis la levée de 4,5 millions de dollars.

Une allocation de 3 millions de dollars de FONAREDD a été octroyée au Programme pour la duplication du Master plan GPL de Kinshasa dans les villes de Goma, Bukavu, Kisangani, Lubumbashi et Mbuji-Mayi ainsi que pour l'élaboration d'un rapport de synthèse de l'ensemble des Master plan GPL.

Au total plus de **9,7 millions ont été mobilisés** par le programme depuis le début du programme.

7.5 Audits

Le programme n'a pas été audité.

7.6 Révisions budgétaires

Veuillez indiquer des éventuelles révisions au budget du projet

Une révision budgétaire dans la limite du budget total approuvé a été fait à la suite des recommandations de l'évaluation indépendante pour réallouer les ressources restantes du produit 1.2 à des activités de branchement des ménages et de carbonisation. Les activités 2.31, 2.32 et 2.33 ont été supprimées pour mettre l'accent sur les entreprises les plus performantes.

8. Suivi évaluation et apprentissage du projet

Le programme a réalisé toutes ses activités de suivi et évaluation prévues pour l'année, au premier semestre il a été flexible en adaptant ses méthodes et outils aux activités des consultants pour l'évaluation à mi-parcours (répondre à leurs demandes et faciliter leurs rencontres avec les différents partenaires sur terrain. Le programme a réalisé les actions suivantes :

- Le rapportage du programme et la revue du programme par le comité de pilotage ont été effectués, en produisant un rapport annuel détaillé et en présentant les résultats et les recommandations du programme lors de la réunion du comité de pilotage.

¹⁶ Le « bridge » est un outil de financement de UNCDF pour octroyer des prêts concessionnels aux entreprises pour les valeurs en dessous de 1 million dollars américains. Pour le « bridge » déployé en RDC l'année passée, les fonds ont été mobilisés à partir de SIDA BOOSTER, KOICA, NORAD, FMO.

- La collecte des données pour l'évaluation finale de la demande en bois-énergie a été achevée pour tous les indicateurs y relatif, en utilisant les nouvelles technologies de l'information et communication.
- Le suivi du progrès vers les résultats a été effectué selon les fréquences prévues pour chaque indicateur, en exploitant les données disponibles dans la solution en ligne mise en place par le programme.
- Les missions de visites conjointes de suivi des activités du programme ont été limitées aux zones accessibles et sécurisées, en respectant les consignes de sécurité et en privilégiant les réunions virtuelles avec les parties prenantes.
- Le suivi et gestion des risques a été renforcé, en actualisant régulièrement la matrice de gestion des risques et en identifiant les mesures d'atténuation appropriées.
- L'apprentissage a été facilité, en organisant des webinaires thématiques et des ateliers participatifs en ligne et à présentiel avec les partenaires, pour partager les connaissances et les bonnes pratiques liées à l'exécution du programme.
- L'assurance qualité a été assurée, en réalisant une [revue à mi-parcours du programme](#) avec l'appui d'une équipe des consultants externes, qui a évalué la performance du programme selon les critères de l'OCDE.

Le budget annuel 2023 du suivi et évaluation représente 470 000USD, y compris le personnel de suivi-évaluation, soit 8,27% du budget annuel.

Travail des structures de gouvernance :

- Le Comité de pilotage assure la supervision, fournit la direction stratégique et dispose d'un pouvoir de décision ;
- La partie nationale participe au mécanisme de gouvernance mis en place, notamment le COPIL, le comité d'investissement, et un autre comité technique sur la PNE et le processus du plan Directeur GPL. Le PNUD, en tant qu'Agence pivot, est responsable de la coordination de l'ensemble des aspects programmatiques, en synergie étroite avec UNCDF et d'autres partenaires au programme ;
- Chaque organisation des Nations Unies participante (PNUD, UNCDF) a la responsabilité programmatique et financière des fonds qui lui ont été versés.

8.1 Etat d'avancement du plan de suivi du projet

Activité de suivi et évaluation	Nombre prévu	Nombre réalisé	Date(s)	Compte-rendu avec hyperlien (doit notamment figurer le suivi des décisions prises dans les instances de décision du projet)
COPIL de projet	1	1	14 février 2023	Compte-rendu du COPIL 2023
Comité Technique de Gestion	1	1	27 juillet 2023	CTS5 Résolution Energie
Missions de suivi terrain	4	4	Mars-avril 2023 Septembre-Octobre 2023	Rapports des missions
Evaluations externes	1	1	Décembre 2022-Juin 2023	Evaluation indépendante Résolution de l'évaluation par le CT
Réunion de différentes plateformes	3	3	Avril-Juillet-décembre 2023	

8.2 Evaluations

Nature de l'évaluation	Date	Conclusions majeures de l'évaluation	Réponse du management	Suivi mise en œuvre des actions à prendre
Évaluation mi-parcours	Décembre 2022-Juin 2023	Évaluation satisfaisante.	Plusieurs mesures prises par le programme en intégrant les recommandations pertinentes et en ajustant en accord avec	L'évaluation a formulé des recommandations sur lesquelles une réponse de gestion a été élaborée et partagée avec le SE/CT FONAREDD. La matrice de

			les évaluateurs certains commentaires non conforme.	gestion n'a malheureusement pas évolué depuis son élaboration en Aout et à ce jour à cause du manque de ressources pour exécuter les activités. Cependant, les actions de réallocation de ressources du 1.2 sur la MCH au profit de la carbonisation, a été faite.
--	--	--	---	--

8.3 Intégration des leçons apprises

Malgré la recommandation du COPIL d'accélérer le décaissement de la 2^{ème} tranche de financement à partir de l'évaluation indépendante à mi-parcours du programme, cette action n'a pas été réalisée dans le temps.

Sur la base des leçons tirées d'autres processus, notamment le programme d'appui à l'aménagement du territoire, mis en œuvre par le PNUD, le Programme Energie a anticipé en sollicitant une avance sur la 2^{ème} tranche en mars 2023 qui malheureusement n'a pas été accordée.

En conséquence, le PTBA n'a pu s'exécuter comme approuvé.

8.4 Révisions programmatiques (le cas échéant)

Une révision programmatique a été recommandée par l'évaluation indépendante qui consiste à réallouer des ressources de la MCH à la carbonisation qui ne figure pas dans le prodoc. Ainsi, deux activités majeures ont été ajoutées au programme :

- Activité 1.2.2: Formation des formateurs et des charbonniers sur les meilleures techniques de carbonisation dans le bassin d'approvisionnement de la ville de Kinshasa. Un manuel de formation sera élaboré et mis à la disposition du SE FONREDD pour son déploiement dans les PIREDD
- Activité 1.2.3: Apporter un appui technique aux apprenants et évaluer l'efficacité des fours post-formation et le combustible produit

Les activités 2.3.1, 2.3.2 et 2.3.3 ont été supprimées pour mettre l'accent sur les entreprises les plus performantes.

Ces changements ont été reflétés dans le plan de travail révisé partagé après l'approbation du rapport d'évaluation indépendante à mi-parcours.

9. Thèmes transversaux

9.1 Genre, peuples autochtones et autres groupes vulnérables

Suivi des aspects Genre

Critère	Activités ciblant les groupes sus mentionnés	Résultats	Défis affrontés
Mise en œuvre/Activités	Commissions du comité technique dans le cadre du processus d'élaboration de la PNE & SCP Elaboration des textes juridiques sur le GPL Développement et utilisation d'outils de collecte de données sur la cuisson propre Mise en œuvre de la campagne de sensibilisation sur la cuisson propre (foyers améliorés et le GPL) Test d'évolution de la performance des foyers	50% des membres participants à ces activités dont certaines dirigent.	Impossibilité d'influencer la nomination de femmes dans les différents comités sous le programme. Néanmoins, un plaidoyer est toujours fait aux décideurs à travers nos courriers de sollicitation et lors de réunions en bilatéral.

	améliorés à l'issue de l'assistance technique déjà réalisée (Lubumbashi et Kinshasa) Assistances techniques aux producteurs des solutions de cuisson améliorées et propres.		
Suivi-évaluation	Désagrégation de plusieurs indicateurs par genre (Sexe, jeune, femme et homme) pour améliorer lorsqu'un déséquilibre est constaté	Augmentation de nombre de femmes participantes aux réunions avec des rôles de responsabilité (Présidente de séance ou de comité) Le nombre de femmes aux postes de responsabilité dans les entreprises du fonds de défi augmente.	Le défi reste d'atteindre la parité homme-femme dans nos activités.

Y a-t-il eu des obstacles sur le plan de la préparation et la mise en œuvre de ces activités ? Comment le projet les a-t-il surmontés ?

En dehors du retard de transfert de la deuxième tranche ayant occasionné le manque de ressources et la quasi-inactivité du Programme, aucun obstacle majeur programmatique n'a été enregistré.

9.2 Respect des standards environnementaux et sociaux

a. Etude d'impact environnemental et social

Au cours de la période sous examen, le programme a initié une Evaluation Environnementale, Stratégique et Sociale de la PNE à travers le Ministère des RHE en collaboration avec l'ACE, qui en a produit les TDRs. Un cabinet national est en cours de recrutement.

Une étude d'impact environnemental et social a-t-elle été réalisée au cours de ou avant la période sous-examen ? Oui , indiquer la date : Non

b. Plan de gestion environnementale et sociale

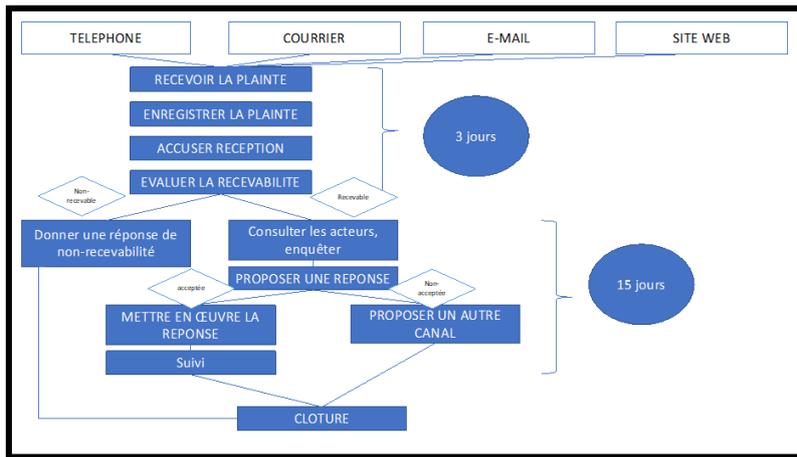
Les activités conduites à ce jour ne sont pas de nature à impacter directement l'environnement. Toutefois, le PNUD et UNCDF font de la sauvegarde de l'environnement une priorité dans toutes leurs interventions. Les programmes et projets du PNUD respectent les objectifs et exigences des [normes environnementales et sociales \(NES\)](#). Les NES ont pour but de : a) renforcer les résultats sociaux et environnementaux des projets et programmes du PNUD ; b) éviter des impacts néfastes sur les personnes et l'environnement ; c) minimiser, atténuer et gérer les impacts néfastes dans les cas où il est impossible de les éviter ; d) renforcer les capacités du PNUD et de ses partenaires à gérer les risques sociaux et environnementaux ; et e) assurer une participation complète et effective des parties prenantes, y compris par un mécanisme visant à répondre aux plaintes provenant des personnes affectées par le projet qui est joint [IC](#).

c. Gestion des plaintes et recours

Un [mécanisme de plainte](#) est en place depuis 2022. Il a pour objectif de :

- Informer les partenaires, bénéficiaires ou autres parties prenantes de leurs droits de communiquer au PNUD leurs préoccupations ou plaintes ;
- Permettre au PNUD de rectifier ou de corriger les erreurs éventuelles ;
- Améliorer la redevabilité du PNUD envers ses partenaires et bénéficiaires du projet ;
- Maintenir la cohésion sociale dans la zone du projet et promouvoir la résilience communautaire ;

- Offrir un cadre d'expression aux bénéficiaires et assurer une participation ouverte à tous les membres de la communauté ;
- Donner l'accès à un système clair et transparent de résolution des litiges et autres doléances et retours en lien avec le PNUD ;
- Recueillir les avis et suggestions des parties prenantes sur les activités financées par le PNUD.
- Documenter les suggestions, les plaintes ou les abus constatés afin de permettre aux partenaires de mise en œuvre d'y répondre.



Aucune plainte n'a été enregistré au cours de la période sous examen.

N°	Lieu	Description de la plainte	Date d'émission	Résolution prise
		N/A		

Les partenaires de mise en œuvre ont été informés de l'existence et du fonctionnement du mécanisme des plaintes et recours pendant les missions de suivi et sont en mesure d'adresser leurs plaintes selon les schémas présentés.

d. Garanties de Cancún

Suivi des mesures/principes de sauvegardes de Cancún

	Actions spécifiques du projet	Défis rencontrés
Principe 1 : Les activités REDD+ doivent protéger les forêts naturelles, favoriser l'accroissement des services environnementaux et renforcer la préservation de la biodiversité. (Cancun a ; IFC norme 6)	<ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier aux entreprises contribuant à la réduction de la pression sur les forêts en promouvant les solutions de cuisson améliorée et alternative autour des parcs de Virunga au Nord Kivu et Kahuzi Biega au sud Kivu ; - Promotion sur l'utilisation de sources d'énergie alternatives au bois, comme le GPL, le biogaz ; - Annulation des études de faisabilité pour le MCH dans la réserve d'Epulu - Sensibilisation et d'éducation pour informer les communautés locales 	<ul style="list-style-type: none"> - La promotion sur l'utilisation de sources d'énergie alternatives au bois, comme le GPL ou le biogaz, se heurte à des obstacles tels que le prix élevé de ces énergies, leur faible disponibilité, et le manque d'infrastructures. De plus, la population a une forte préférence culturelle pour le bois-énergie, qui est considéré comme plus pratique et plus adapté à la cuisine locale. - La sensibilisation et l'éducation pour informer les communautés locales sur les impacts négatifs du bois-énergie sur la santé, l'économie et l'environnement nécessitent des moyens de communication efficaces, adaptés aux

		réalités locales, et impliquant les acteurs clés, tels que les autorités coutumières, les leaders religieux, les associations de femmes, etc.
Principe 2 : Les activités REDD+ doivent favoriser la transparence et la bonne gouvernance. (Cancun b)	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités des institutions publiques, des acteurs privés et de la société civile impliqués dans la production et la consommation du bois-énergie et des énergies alternatives, notamment le GPL. - Mise en place d'un système de suivi, de vérification et de rapportage des impacts du programme sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. - Développement des mécanismes de participation, de consultation et de dialogue entre les parties prenantes, en respectant les droits et les intérêts des populations locales et autochtones, et en tenant compte des questions de genre et d'équité à travers les mécanismes de coordination sur les énergies. - Renforcement du cadre juridique et réglementaire du secteur de l'énergie, en harmonisant les normes, les taxes, les subventions et les incitations pour le bois-énergie et les énergies alternatives. 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la transparence dans la gestion des fonds et la mise en œuvre du programme. - Garantir une bonne gouvernance à tous les niveaux du programme, y compris la participation des organisations locales et des parties prenantes concernées. - Surmonter les obstacles institutionnels et réglementaires qui pourraient entraver la mise en œuvre efficace du programme.
Principe 3 : Les activités REDD+ doivent minimiser les pertes et dommages, prévoir des voies de recours et mettre en place des mécanismes de réparations justes et équitables d'éventuelles pertes et/ou dommages subis par les communautés et autres parties prenantes (IFC norme 4)	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un système de suivi et d'évaluation participatif et transparent, impliquant les communautés à travers les MEDD et le MERH, la GTCCR et les autres parties prenantes, pour mesurer les impacts environnementaux, sociaux, et économiques du programme, et identifier et prévenir les risques de pertes et dommages. - Renforcement des capacités et les droits des communautés et des autres parties prenantes, notamment les femmes, les jeunes à participer aux décisions et aux bénéfices du programme, et à accéder aux informations et aux services énergétiques. - Développement et mise en œuvre des mécanismes de gestion de plaintes et de recours, accessibles, indépendants, et efficaces, pour permettre aux parties prenantes de signaler et de résoudre les éventuels conflits, plaintes, ou violations des droits liés au programme. 	<ul style="list-style-type: none"> - La faible sensibilisation et éducation des consommateurs sur les avantages et les modalités d'utilisation du GPL et des foyers améliorés, qui freine leur adoption et leur fidélisation. - La concurrence et la résistance des acteurs du secteur du bois-énergie, qui peuvent percevoir le programme comme une menace pour leurs intérêts et leurs revenus. - Une faible coordination et régulation entre les différents acteurs et secteurs impliqués dans le programme, qui peut entraîner des conflits, des duplications, ou des inefficacités.
Principe 4 : Les bénéfices économiques et sociaux générés par les activités REDD+ doivent être partagés équitablement et proportionnellement par les parties prenantes intéressées (Cancun f ; IFC norme 1)	<ul style="list-style-type: none"> - L'assurance d'une répartition équitable des bénéfices économiques et sociaux générés par le programme entre toutes les parties prenantes, y compris les zones d'intervention du programme. - Mise en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour garantir que les bénéfices sont répartis de manière équitable et proportionnelle. - Formation et soutien aux parties prenantes pour leur permettre de participer pleinement au programme et de bénéficier de ses avantages. 	<ul style="list-style-type: none"> - Contextes régionaux variés : Différentes parties du pays ont différents contextes par rapport au secteur et ont donc des besoins d'appui différents. Par exemple, au Nord et Sud Kivu, il y a présence de beaucoup d'acteurs producteurs et distributeurs des foyers de cuisson à la suite des programmes humanitaires qui y ont été développés, mais on constate que la plupart d'acteurs du secteur ne sont pas formellement enregistrés et devraient être accompagnés à opérer comme entreprise. - Gestion des ressources : L'amélioration de la technologie de production, le contrôle de la qualité et la capacité de distribution, ainsi que la capacité de stockage, le suivi du stock et de vente ont été des défis auxquels le programme a eu à faire face. - Renforcement des capacités : Le renforcement du service de marketing, de vente, et de service après-vente peut également poser des défis. - Le retard dans le transfert de fonds a entravé la mise en œuvre du programme

		et retardé ainsi la réalisation des certaines activités occasionnant ainsi un délai dans la réalisation des objectifs.
Principe 5 : Les activités REDD+ doivent favoriser l'émergence de nouvelles opportunités économiques pour contribuer au développement durable des communautés locales et des peuples autochtones	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des producteurs locaux à la production et à la distribution d'énergies de substitution, comme le gaz de pétrole liquéfié (GPL), et les ménages locaux à l'utilisation de foyers à plus grande efficacité énergétique ; - Création des opportunités d'emploi dans la production, la distribution et le service après-vente des énergies de substitution et des foyers à plus grande efficacité énergétique. - Soutien du développement d'entreprises locales pour la production et la distribution d'énergies de substitution et de foyers à plus grande efficacité énergétique 	Retard dans le transfert budgétaire ayant impacté sérieusement les actions du programme.
Principe 6 : Les activités REDD+ doivent assurer la participation effective et efficiente de toutes les parties prenantes, notamment des communautés locales et autochtones dans leurs spécificités locales (Cancun d)	Large consultation des parties dans les 26 provinces lors du processus de l'élaboration de la politique nationale de l'énergie impliquant la société civile, communauté locale y compris les peuples autochtones	Le défi majeur est la logistique pour atteindre toutes les capitales provinciales mal desservies par avion Transcrire les activités en langues locales
Principe 7 : Les activités REDD+ doivent respecter les droits humains, ceux des travailleurs qu'ils emploient et les droits aux terres et ressources naturelles des communautés riveraines concernées (Cancun c)	Dans le cadre du programme, une attention particulière a toujours été d'assurer que les droits humains liés à la législation nationale du travail sont respectés. Ces principes font parties des accords signés avec les partenaires et consultants	RAS
a) Que les actions complètent ou sont conformes aux objectifs des programmes forestiers nationaux et des conventions et accords internationaux pertinents ;	Signatures de partenariat pour des activités de promotion de foyers améliorés et de GPL qui sont toutes conformes aux objectifs de réduction de la déforestation	N/A
b) Mesures visant à réduire les déplacements d'émissions.	Appui-conseil aux entreprises pour s'assurer de produire les foyers améliorés sur place pour éviter les émissions dues à l'importation	
C) Norme de performance 2 : Main-d'œuvre et conditions de travail	Tous les partenaires producteurs des foyers améliorés, distributeurs des GPL ont une politique de gestion de leur personnel cadrant avec la législation sociale en vigueur en RD Congo.	C'est un exercice où les entreprises se sentent contraintes vis-à-vis de la loi de travail en RDC

10. Gestion des risques

10.1 Matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée

Gestion des risques

Identification des risques		Evolution du risque stable, accru, amoindri) lors de l'année de rapportage	Traitement du risque		
Description du risque	Catégorie de risque		Action anticipée ou menée par le projet	Responsabilité	Echéance

Impossibilité de respecter les engagements du programme si la 2e tranche n'est pas transférée à temps	Partenariat	Accru	Transférer la 2e tranche du programme après la restitution des résultats de l'évaluation à mi-parcours	SE FONAREDD	Septembre 2023
Risque sécuritaire liés à la guerre dans une des zones d'intervention du programme	Opérationnel	Accru	Suivi à distance de l'évolution de la situation	PNUD/UNCDF	Décembre 2023
Risque sécuritaire liés aux opérations électorales prévues en 2023	Opérationnel	Modéré	Suivi régulier de l'évolution de ces opérations	PNUD - UNCDF	Mars 2024

10.2 Évaluation de la transparence et de l'intégrité

Cas de Fraude, mauvaise utilisation de fonds et corruption	Oui (reporter ci-dessous combien de cas allégués, en cours d'investigation et/ou ayant conduit à des sanctions pour la période de rapportage, et une brève description de chacun des cas)	Non
Allégations		X
Investigations		X
Sanctions (y compris les recouvrements effectués et leurs montants)		X
Cas d'exploitation, abus et harcèlement sexuels		X
Allégations		X
Investigations		X
Sanctions		X

Fraude, mauvaise utilisation de fonds et corruption : Veuillez détailler les formations fournies aux staffs, consultants et sous-contractants sur fraude, la mégestion de fonds et la corruption depuis le début du programme		
	Pour la période de rapportage	Depuis le début du programme
Nombre de staffs formés / nombre de staff total	1	8
Nombre de consultants formés / nombre total	0	0
Nombre de sous-contractants formés / nombre total	0	0
Exploitation, abus et harcèlement sexuels		
Veuillez détailler les formations fournies aux staffs, consultants et sous-contractants sur l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuel		
	Pour la période de rapportage	Depuis le début du programme
Nombre de staffs formés / nombre de staff total	1	8
Nombre de consultants formés / nombre total		
Nombre de sous-contractants formés / nombre total		

11. Récapitulatif des livrables

Produit 1.1

1. [Les rapports des enquêtes filières bois-énergie de Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Bukavu](#)
2. [Rapports usagers productifs](#)
3. [Rapport de la réunion d'harmonisation](#)
4. [Draft d'arrêté sur le comité consultatif](#)
5. [Rapport d'ateliers de restitution des études de fin sur le bois-énergie.](#)
6. [Rapport final de l'évaluation de l'impact du déploiement du GPL à Kinshasa](#)

Produit 1.2

7. [Les rapports finaux des Études de faisabilité pour la construction d'une MCH](#)
8. [TDR de l'étude d'EIES](#)
9. [Rapport final de l'étude d'Impact Environnemental et Social sur le site de Yame pour la construction d'une MCH](#)

Produit 1.3

10. [Rapport de formation et Liste des participants à la formation sur la cuisson propre.](#)
11. [Rapport de mission du consultant.](#)
12. [Draft du Rapport de Diagnostic des](#)

- [capacités institutionnelles et organisationnelles de l'ACFCA](#)
13. [Plan de développement de l'ACFCA](#)
14. [Rapport des visites effectuées.](#)
15. [Rapport de formation GPL \(avril 2022\)](#)
16. [La logistique du GPL ;](#)
17. [Les mécanismes de distribution et fixation de prix et fiscalité ;](#)
18. [La sécurité du GPL.](#)
19. [TDR recrutement de consultant évaluation institutionnelle de l'ACFCA](#)
20. [Rapport final de l'évaluation institutionnelle et opérationnelle de l'ACFCA\)](#)
21. [Convocation AG ACFCA](#)
22. [Liste de présence AG ACFCA](#)
23. [Rapport final du plan d'investissement sur l'ensemble de la chaîne GPL envisagée dans le cadre du Plan Directeur](#)
24. [Draft Itinerary DRC exchange visit.](#)

Produit 1.4

25. [Liste des membres du Comité Technique de la PNE](#)
26. [Rapport de diagnostic du secteur de l'énergie.](#)
27. [Politique Nationale de l'Energie Validée](#)

28. [Rapports de démarrage des consultants du master Plan](#)
29. [Draft Plan Directeur GPL Kinshasa](#)
30. [TdRs pour le recrutement de consultant pour le diagnostic du secteur bois-énergie](#)
31. [Rapport d'atelier de restitution des études des filières bois-énergies, incluant les indicateurs du SISBE.](#)
32. [Document de politique nationale du secteur de l'énergie](#)
33. [Note de démarrage](#)
34. [Rapport de mission](#)
35. [Rapport Intérimaire SUIVI BOIS](#)
36. [TdRs Atelier Présentation rapport](#)

Produit 1.5

37. [Dossier de recrutement de partenaire de mise en œuvre de la campagne de sensibilisation](#)
38. [Matériel de visibilité vidéo de présentation des activités du fonds de défi.](#)
39. [Rapport d'activité microfinance](#)
40. [Rapport de l'atelier de validation des outils de communication](#)
41. [Rapport du livrable 3 sur la production maquettes d'outils de communication](#)
42. [TdRs Foires et Expositions de](#)

- [Kinshasa et Lubumbashi](#)
43. [Rapports des foires de Kinshasa et Lubumbashi](#)

Produit 1.6

44. [Les fiches de formation des 4 Webinars](#)
45. [Rapport de formations des tôleurs à Goma](#)
46. [Rapport de formations des céramistes à Bukavu](#)
47. [Photo des activités de formation de Goma et Bukavu](#)
48. [Modules de formation](#)
49. [Vidéo](#)
50. [TdRs de l'activité](#)
51. [Différentes présentations sur les matières dispensées](#)
52. [Rapport de mission TERA academy à Nairobi, Kenya](#)

Produit 2.1

53. [Liste actualisée du portefeuille Fonds de défi](#)

12. Annexes

- [le tableau 8.2 complété en format Excel téléchargeable](#)
- [Indicateur du Fonds de défi](#)

54. [Portefeuille Fonds de défi Cohortes 1 - 3](#)
55. [Documents du Fonds de défis et Incubation](#)
56. [Termes de référence Tests de cuisson contrôlée](#)
57. [Termes de référence de l'étude d'impact du portefeuille Fonds de défis](#)
58. [Rapport de mission de suivi et appui technique des partenaires du portefeuille Fonds de défis](#)
59. [Procès-verbal et lettre de recommandation du comité d'investissement](#)
60. [Procès-verbal du Comité de Pilotage](#)
61. [Différentes présentations du programme](#)
62. [Document d'appel à soumission](#)

Produit 2.2

63. [Rapport d'évaluation mi-parcours de l'impact des usagers des solutions de cuisson propre du Fonds de défi](#)
64. [Rapport des ateliers de formation](#)
65. [Modules PTT des séances techniques](#)
66. [Protocole de collaboration signé entre producteur et distributeur](#)
67. [Rapport d'assistance technique aux entreprises](#)
68. [TdRs de l'activité](#)
69. [Liste de participants à l'atelier](#)
70. [Rapport de l'activité](#)

Produit 2.3

71. [Rapport de diligence raisonnable](#)
72. [PV de la séance du comité d'investissement](#)
73. [Rapport de la phase pilote Microfinance](#)
74. [Document d'appel à soumission](#)
75. [Rapport d'activité](#)

- Encadré « bénéficiaires »

Encadré : calculer et estimer le nombre de bénéficiaires

Les bénéficiaires reçoivent un soutien qui est défini dans deux dimensions :

1) Type de soutien

Soutien ciblé.

43 (39% sont des femmes soient 17 et 61% sont des jeunes soient 26).
13 techniciens (5 femmes soient 38% et 8 Hommes soient 62%)
38 personnes (2 Femmes soient 5% et 36 Hommes soient 95%)
13 employés de l'ONG FMJC (7 Femmes soient 54% et 6 Hommes soient 46%)

Soutien non ciblé.

6400000 personnes sensibilisées à l'importance de l'utilisation des solutions de cuisson propre.
31 288 ménages utilisant les foyers améliorés soit 219 016 personnes
8562 ménages utilisant les réchauds GPL, soit 59 934 personnes

Soutien ciblé (reçu par des personnes qui peuvent être identifiées et comptées par le projet et qui savent qu'elles reçoivent du soutien)

Soutien non ciblé : reçu indirectement par des personnes qui ne peuvent pas être identifiées et comptées précisément. Par exemple : campagnes de communication, enfants dans un foyer dont l'un ou les deux parents reçoivent un appui ciblé.

2) Intensité du soutien

Pour les soutiens ciblés l'intensité est haute alors que pour les soutiens non ciblés elle est moyenne.

Faible (par exemple, les personnes vivant dans une zone administrative où l'autorité reçoit un soutien au renforcement des capacités)

Moyenne (par exemple, les personnes qui participent à des séances de renforcement de capacité de manière régulière)

Haute (par exemple, les individus qui reçoivent un accompagnement soutenu sur la durée)

Le nombre de bénéficiaires directs est dès lors défini comme le nombre d'individus (ventilés par le genre) qui reçoivent un soutien ciblé et de haute et moyenne intensité.

Le nombre de bénéficiaires indirects est le nombre d'individus (ventilés par le genre) qui reçoivent un soutien ciblé d'intensité moyenne, ou un appui non ciblé d'intensité forte ou moyenne

Si certains bénéficiaires bénéficient plus d'une fois : (eg : les membres d'une communauté qui sont soutenus pour une mise en défens et bénéficient aussi d'une nouvelle route) estimer le détail mais ne pas les comptabiliser deux fois.